

La lettre de L'UFICT

Courrier fédéral N° 276

du 05.11.11 au 11.11.11
<http://www.ftm-cgt.fr/ufict.htm>

Syndiquez-vous pour mieux affronter la crise

Vous attendez beaucoup du syndicalisme et c'est légitime. 3 décennies de dérives vers des politiques toujours plus libérales nous ont menés à une crise que Mr Trichet lui-même qualifie de structurelle.

Les urgences s'accumulent

Côté social, même quand ils sont plus qualifiés que leurs parents, les jeunes ne sont pas assurés de vivre aussi bien qu'eux. Une nouvelle récession menace, le chômage progresse mais aussi l'intensification et la précarisation du travail

Côté économique, les marges de manœuvre pour continuer dans l'impasse du libéralisme sont de plus en plus étroites. Entre économie réelle et finance, entre partage des richesses et austérité, entre capital et travail, c'est plus que jamais l'heure des choix.

Ce qui était impensable il y a quelques mois, à savoir l'annulation d'une part significative de la dette grecque a bien eu lieu. Il ne s'agit pas de s'en réjouir. Il s'agit encore moins de céder au mythe sacrificiel de l'austérité.

Annulation de la dette grecque : un 1^{er} retour douloureux à l'économie réelle

Dès le mois de juin, les taux d'intérêts que la Grèce se devait d'assumer, explosaient à plus de 17% ; ceux de l'Irlande (ex-modèle de l'Europe libérale), à plus de 10%, ceux du Portugal à plus de 11%. (Source le Monde-l'AFP).

Des taux à de tels niveaux sont-ils raisonnables? Quand on décide d'annuler une partie d'une telle dette, qu'annule-t-on sinon une scandaleuse rente qui pille jusqu'à tuer le travail de tout un peuple ?

La menace des agences de notation, brandie telle une épée de Damoclès sur les peuples, est bien l'outil au service des spéculateurs pour nous imposer l'austérité et les reculs sociaux.

Aujourd'hui en France, le gouvernement, le patronat et certains prétendants aux élections présidentielles n'en finissent pas de nous rappeler le niveau de la dette française dont ils oublient de rappeler les causes et qu'ils s'évertuent à nous faire payer : « entre hausse de la TVA, nouveaux reculs sur les indemnités maladie

ou les retraites, embauche ou pas d'enseignants mais à condition de ne pas augmenter le nombre de fonctionnaires (Michel Sapin-Benoist Appar: le monde 26 octobre)... choisissez ! ».

Ils sont tous étrangement muets sur un chiffre qui pourtant fait réfléchir :

Dans « Libération » du 22 juillet, l'économiste Michaël Chétrit rappelait : « *la somme actualisée des intérêts de dettes payée aux marchés depuis 1974 représente pour la France près de 1200 milliards d'euros* », à comparer avec les 1591,2 milliards d'euros de la dette publique fin 2010!

C'est ainsi que de nombreuses communes françaises doivent affronter des taux d'intérêts exorbitants et payer des intérêts sans commune mesure avec ce qu'elles ont emprunté à cause des pratiques spéculatives de l'ex-banque Dexia, dont le renflouement coûtera 10 milliards.

Les vraies réponses sont à inventer, à imposer !

L'annulation de la dette grecque représente un début insuffisant d'un certain retour à l'économie réelle.

Mais les montages qui entourent l'annulation de 50% de cette dette témoignent encore que les chefs d'Etats n'ont pas voulu s'attaquer sur le fond et définitivement aux processus spéculatifs.

La facture n'est toujours pas présentée à la finance. Elle reste adressée aux salariés : elle se nomme austérité, réalisme économique, effort, rigueur... et donc chômage, reculs sociaux, baisse du pouvoir d'achat, affaiblissement industriel, affaiblissement des missions des services publics.

Le Prix Nobel d'économie américain, M. Stiglitz, a rappelé récemment dans les Echos que l'austérité aggrave la crise jusqu'à devenir mortifère.

A l'inverse, Nicolas Sarkozy n'a pas hésité à affirmer le 27 octobre que ce serait grâce à la rigueur de sa politique, à la réforme des retraites, que les salaires

n'ont pas baissé en France et que notre pays n'est pas dans la même situation que la Grèce! Selon lui si la France est endettée, c'est à cause des 35H et de la retraite à 60 ans.

En vérité, depuis le virage libéral des années quatre-vingts, le pouvoir d'achat, la reconnaissance des qualifications, l'emploi sont en berne et les exonérations de cotisations sociales atteignent plus de 30 milliards en 2010. Durant l'ère Sarkozy, les cadeaux fiscaux se sont multipliés honteusement. Voilà les raisons des difficultés des finances publiques et des problèmes de croissance !

En vérité, l'issue à la crise passe inéluctablement par une autre orientation à donner à l'argent. Dans nos entreprises, le problème à résoudre est la répartition des richesses créées, des gains de productivité et d'efficacité du travail auxquels nous contribuons en tant qu'ingénieurs, cadres et techniciens. Le progrès social, la revalorisation des salaires et la reconnaissance des qualifications sont les atouts essentiels pour assurer un partage des richesses efficace socialement et économiquement.

Se syndiquer pour inventer une vraie sortie de crise

Au vu des menaces qui s'accumulent sur le salariat, il nous faut en tant que salarié prendre en main notre indépendance de jugement, notre autonomie de pensée, notre capacité d'initiative et d'action. C'est une condition majeure pour construire des réponses neuves.

Depuis la crise des subprimes (2008-2009), l'enjeu d'un nouveau partage des richesses est posé avec de plus en plus de force. A la fois dans le cadre d'initiatives unitaires au plan national (dernière en date : 11 octobre 2011) et à travers une multiplication des luttes salariales qui au-delà de l'accroissement du pouvoir d'achat, portent sur la reconnaissance du travail, la reconstruction des grilles de classification.

Il y a quelques temps, les média pouvaient faire des gorges chaudes devant des luttes où les salariés en manque de perspectives en étaient conduits à lutter pour des primes de licenciement plus dignes. Aujourd'hui les luttes portent sur la défense, la modernisation des outils industriels, seules vraies solutions à l'emploi.

Quand un salarié décide de se syndiquer, il participe à renforcer une force collective et sociale qui peut faire avancer ces problématiques revendicatives et bien d'autres.

Il rejoint un espace de liberté où il va pouvoir élaborer des exigences, des solutions alternatives.

N'est-il pas temps pour vous de franchir le pas ?

Faites respecter votre travail et vos qualifications !

Se syndiquer en tant qu'ingénieur, cadre ou technicien prend dans la période actuelle une dimension nouvelle. La problématique de savoir si se syndiquer est une marque de défi à l'employeur ne fait plus sens. Dans la

réalité de l'entreprise d'aujourd'hui où les actionnaires orientent son avenir, exclusivement à partir de critères financiers et de réalisation de cash, rien ne subsiste d'un éventuel lien ou contrat de confiance entre l'entreprise et les salariés en responsabilité technique, de gestion ou d'encadrement que nous sommes.

Le management qu'on nous impose à conduire et qu'on nous fait subir témoigne d'un singulier déni de la valeur de nos qualifications et de notre travail.

Pour le moins, les objectifs assignés à notre travail participent d'une conception de l'efficacité économique, industrielle et sociale quelque peu travestie, sinon stérile, tant elle est au service des seuls objectifs financiers.

Se syndiquer en tant qu'ingénieurs, cadres ou techniciens, c'est donc aujourd'hui se donner le moyen de réfléchir au sein d'un collectif afin de mieux défendre ses revendications, ses conditions de travail, la reconnaissance et le sens de son travail.

Se syndiquer, c'est défendre sa situation individuelle tout en participant à l'amélioration de la situation collective.

Si comme nous, vous considérez que la sortie de la crise passe par un retour à l'économie réelle, alors rejoignez-nous dès maintenant.

L'engagement syndical : légitime et nécessaire

Le besoin d'un autre partage des richesses oblige à mieux rémunérer les qualifications, le temps de travail, à défendre et améliorer les systèmes de protection sociale et de retraite par répartition, à mettre les gains de productivité au service du progrès social.

- En vous syndiquant à la CGT, vous rejoindrez un syndicalisme qui ne conditionne pas les revendications aux exigences de la rentabilité financière mais les conçoit comme des outils d'efficacité économique et sociale.

Redonner du sens au travail est nécessaire pour renouer avec l'économie réelle. En tant qu'ingénieur, cadre ou technicien nous sommes bien entendu les 1ers interpellés par cette problématique puisque c'est nous qui devons impulser, gérer, inventer les évolutions du travail, avec en permanence le dilemme : Au service de qui ? Pour quels objectifs ? Avec quelles conséquences ?

- En vous syndiquant à la CGT, vous rejoindrez un syndicalisme qui, parce qu'il regroupe toutes les catégories, permet d'affronter ces enjeux de société dans le respect des identités de chacun et dans la prise en compte des intérêts de l'ensemble des salariés.

La CGT syndique de l'ouvrier à l'ingénieur sans rien nier de nos identités respectives !

Syndiquez-vous et rejoignez l'UFICT-CGT pour défendre vos revendications, faire valoir une autre finalité à votre travail et plus généralement au travail